

«Je faisais partie des naïfs qui croyaient au Jura»

Les questions du public - c'est une constante à Moutier - ont donné lieu à des échanges piquants.

► Résipiscence

C'est l'UDC Pierre-Alain Droz qui ouvre les feux avec un dossier qui lui tient à cœur: les difficultés de la Caisse de pensions du canton du Jura à laquelle Moutier est affiliée. «A l'époque de cette affiliation, il était impossible de lire l'avenir. Je constate que la caisse bernoise n'est pas mieux lotie», répond Dominique Baillif. Et Pierre Sauvain de renchérir: «On paie pour assainir la caisse bernoise!» Dans le public, l'ancien conseiller de ville Claude Monnerat rappelle qu'à l'époque, la Caisse de pensions du Jura avait investi dans l'immobilier à Moutier. «Berne n'avait rien fait ici depuis 10 ans», martèle-t-il. Pierre-Alain Droz se fait signifier qu'il était de ceux qui souhaitaient que Moutier soit affiliée à la caisse jurassienne. «J'étais même le rapporteur du projet! Je faisais partie des naïfs qui croyaient au canton du Jura», s'est-il défendu.

► Incohérence

Morgane Macabrey, du PSA, s'étonne de l'acharnement antijurassien dont font preuve les antiséparatistes «alors qu'ils ne sont pas en mesure de rivaliser avec Maxime Zuber au poste de maire.» Patrick Roethlisberger, du PLR, rappelle que son parti ne voulait pas de candidat alibi. Et de relever la maîtrise de Maxime Zuber dans le processus, complexe, qui doit mener au vote communaliste. «Ce dossier est son enfant. On ne veut pas lui enlever. Il faut qu'il puisse le mener jusqu'au bout.»

► Prudence

Inge Roethlisberger et Steve Léchet (PLR) s'interrogent sur l'avenir des emplois cantonaux en cas de départ de Moutier. Prudents, Dominique Baillif et Pierre Sauvain se veulent toutefois rassurants. «Il est tôt pour l'évoquer mais des tractations sont en cours», note le premier. «Les citoyens auront toujours besoin des prestations offertes. Cela ne changera pas grand-chose», assure le second. PCE